

# Hors de l'Europe et ouvert sur le monde : Jeter de l'huile sur le feu du nationalisme anglais

Emma Bell

► **To cite this version:**

Emma Bell. Hors de l'Europe et ouvert sur le monde : Jeter de l'huile sur le feu du nationalisme anglais. Recherches Internationales, Association Paul Langevin, 2017. <hal-01662037>

**HAL Id: hal-01662037**

**<http://hal.univ-smb.fr/hal-01662037>**

Submitted on 12 Dec 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Hors de l'Europe et ouvert sur le monde : Jeter de l'huile sur le feu du nationalisme anglais

Emma Bell

*Professeure de civilisation britannique*

*Université de Savoie Mont Blanc*

« Je veux récupérer mon pays » – le refrain souvent scandé par les *Brexiters* – trahit l'importance du sentiment nationaliste dans le référendum du 23 juin 2016 sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union Européenne. C'est un nationalisme populaire à la fois ethnique et civique, caractérisé par un désir de renforcer les frontières contre les migrants et de consolider le pouvoir des institutions nationales face aux institutions supranationales<sup>1</sup>. Une analyse des résultats du référendum démontre que ceux qui partagent les sentiments « nationalistes » – que leur appartenance politique soit de gauche ou de droite – avaient plus tendance à voter pour quitter l'UE<sup>2</sup>. Il y a également une corrélation étroite entre le fait de s'identifier comme « anglais » ou « plus anglais que britannique » et le fait de voter en faveur du Brexit<sup>3</sup>. Ce vote peut se comprendre ainsi comme un vote de rébellion populaire contre l'internationalisme, comme une tentative de protéger une identité anglaise contre la mondialisation.

De prime abord, la réponse de la Première ministre Theresa May semble aller à l'encontre de cette vague nationaliste. Elle a explicitement rejeté l'isolationnisme de son pays, mettant en avant la vision d'un Royaume-Uni ouvert sur le monde (« *Global Britain* ») : « Le résultat du référendum ne représente pas une décision de se replier sur soi et de se retirer du monde. Car l'histoire et la culture britannique sont profondément internationalistes »<sup>4</sup>. C'est une approche qui se fonde sur les relations du passé – notamment celles du *Commonwealth* – mais qui cherche également à forger de nouveaux liens avec les pays comme la Chine et le Brésil. Elle se présente donc comme moderne et prospective. Pourtant, à de nombreux égards, c'est une vision qui prône un retour vers un passé

---

<sup>1</sup> En effet, le rapatriement du pouvoir décisionnel et la détermination de la politique migratoire au niveau national étaient les deux premières motivations citées pour le vote en faveur du Brexit. Cf. Lord Ashcroft, « How the United Kingdom voted on Thursday – and why », *Conservative Home*, 25 juin 2016, <<http://www.conservativehome.com/platform/2016/06/lord-ashcroft-how-the-united-kingdom-voted-on-thursday-and-why.html>>.

<sup>2</sup> Martin Baxter, « Nationalism vs internationalism: mapping the new political axis that is turning Britain upside down », *The Telegraph*, 28 décembre 2016.

<sup>3</sup> Lord Ashcroft, *op. cit.*

<sup>4</sup> « The result of the referendum was not a decision to turn inward and retreat from the world. Because Britain's history and culture is profoundly internationalist ». Theresa May, discours sur le Brexit, 17 janvier 2017, <<http://www.telegraph.co.uk/news/2017/01/17/theresa-mays-brexit-speech-full/>>.

grandiose, réinstituant le Royaume-Uni dans son rôle de puissance d'envergure mondiale. Loin de contrer le nationalisme, la posture internationaliste des conservateurs risque de le renforcer.

La présente contribution s'efforcera d'analyser cette tension entre l'internationalisme et le nationalisme dans la politique étrangère du Royaume-Uni post-Brexit. Il convient d'analyser en premier lieu la stratégie du gouvernement actuel pour créer une *Global Britain* qui serait un acteur important sur la scène internationale. Seront notamment étudiés le nouveau partenariat envisagé avec l'Europe, le renforcement de l'*Anglosphere* – cette communauté anglophone qui comprendrait certains pays du *Commonwealth* et les États-Unis – et la création de liens au-delà de l'*Anglosphere*. La deuxième partie de cette contribution analysera l'envers nationaliste de l'internationalisme conservateur, en se focalisant sur le nationalisme civique, ethnique et commercial.

### ***Global Britain* : Le nouvel internationalisme britannique**

Loin de représenter une opportunité pour le Royaume-Uni de se réaffirmer sur la scène internationale, le vote pour le Brexit semblait plutôt menacer son statut mondial. Sa « puissance douce » (*soft power*) s'en trouverait limitée étant donné que son appartenance à l'UE était un moyen efficace d'étendre son influence diplomatique au-delà de ses frontières. Selon Joseph Nye, le politologue qui a élaboré le concept de *soft power*, dans les pays où les relations avec les Britanniques étaient le plus sensibles, notamment dans certaines anciennes colonies, les diplomates pouvaient négocier de façon plus efficace par l'intermédiaire de l'UE<sup>5</sup>. D'ailleurs, selon un expert de la diplomatie britannique, c'est grâce à son adhésion à l'UE que le Royaume-Uni a pu faire valoir ses intérêts non seulement au sein de l'Europe mais à travers le monde :

[L'adhésion à l'UE] a fortement renforcé la puissance douce britannique, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières de l'Union. Nous avons réussi à promouvoir avec succès la création du plus grand marché unique dans le monde et à influencer ses lois et ses réglementations. Nous avons soutenu les grands pas vers un commerce mondial plus libre et plus équitable, faisant de l'Union Européenne un acteur indispensable dans les négociations commerciales mondiales, notamment avec les États-Unis et le Japon<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Joseph Nye, témoignage auprès d'une commission parlementaire sur la puissance douce et l'influence du Royaume-Uni dans le monde, *Persuasion and Power in the Modern World*, 2014, <<http://www.publications.parliament.uk/pa/ld201314/ldselect/ldsoftpower/150/15002.htm>>.

<sup>6</sup> « [Membership of the EU] greatly expanded Britain's soft power, both within the borders of the Union and beyond them. We have been able to promote successfully the establishment of the largest single market in the world and to shape its legislation and regulation. We have championed major steps towards freer and fairer world trade, with the European Union an indispensable player in successive global trade negotiations and now negotiating free trade agreements with the United States and Japan ». Lord Hannay of Chiswick, cité dans *Persuasion and Power in the Modern World*, *ibid*.

En dehors de l'Union, les Britanniques ne pourront plus s'en servir pour promouvoir leurs intérêts, ni ceux des pays du *Commonwealth* ou des États-Unis, ce qui suggère que le statut du Royaume-Uni serait dévalué (ou déprécié) aux yeux d'autres partenaires mondiaux.

Sur le plan économique, le Royaume-Uni deviendrait également un partenaire moins important. Un rapport du ministère des Finances britannique affirme que quelle que soit la forme du Brexit, « l'ouverture et l'interdépendance économique du Royaume-Uni seront réduites. Les flux commerciaux et d'investissement seront plus bas. Le Royaume-Uni sera plus pauvre »<sup>7</sup>. D'ailleurs, la City de Londres – qui a voté en grande majorité (75 %) contre le Brexit – risque de perdre sa position de plaque tournante de la finance mondiale en raison de la perte du bénéfice du passeport européen pour l'accès aux marchés financiers. Une telle perte de pouvoir économique pourrait grandement affaiblir le poids du Royaume-Uni comme puissance mondiale.

Pourtant, les dirigeants britanniques restent très optimistes et espèrent transformer un échec en triomphe. Lors de son premier discours comme ministre des Affaires Étrangères, Boris Johnson a affirmé que le Brexit n'impliquerait aucunement le retrait du Royaume-Uni de la scène internationale. Au contraire, ce serait une opportunité de se concentrer sur « le remodelage de son profil et de son identité comme grand acteur mondial »<sup>8</sup>. De même, un rapport parlementaire a indiqué qu'en dépit des défis qu'il faudra relever, le Brexit pourrait permettre au Royaume-Uni de redéfinir son rôle international<sup>9</sup>. Ce rôle consisterait à renforcer sa position de grande puissance internationale, notamment en tant que défenseur de la démocratie et du libre-échange<sup>10</sup>.

### *Un nouveau partenariat européen*

Afin d'assouvir ses ambitions de grande puissance ouverte sur le monde, le Brexit ne doit nullement impliquer pour le Royaume-Uni la rupture des liens avec l'UE. Il n'est pas anodin que le titre du rapport officiel sur le Brexit, publié en février 2017, fasse référence non seulement à la sortie du

---

<sup>7</sup> « the UK's economic openness and interconnectedness would be reduced. Trade and investment flows would be lower. The UK would be permanently poorer ». HM Government, *HM Treasury Analysis: The long-term economic impact of EU membership and the alternatives*, Cm 9250, avril 2016, p. 8, <[https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/517154/treasury\\_analysis\\_economic\\_impact\\_of\\_eu\\_membership\\_print.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/517154/treasury_analysis_economic_impact_of_eu_membership_print.pdf)>

<sup>8</sup> « reshaping Britain's global profile and identity as a great global player », Boris Johnson, discours prononcé le 14 juillet 2016 à l'Ambassade de France à Londres.

<sup>9</sup> House of Commons Foreign Affairs Committee, *Implications of the Referendum on EU Membership for Britain's Role in the World*, HC545, London, The Stationery Office, 2016, p. 19.

<sup>10</sup> Voir May, 2017, *op. cit.* ; HM Government, *The United Kingdom's Exit From and New Partnership with the European Union*, Cm9417, London, The Stationery Office, 2017, <[https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/589191/The\\_United\\_Kingdoms\\_exit\\_from\\_and\\_partnership\\_with\\_the\\_EU\\_Web.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/589191/The_United_Kingdoms_exit_from_and_partnership_with_the_EU_Web.pdf)>

Royaume-Uni de l'UE mais aussi au nouveau partenariat qui se forgerait entre les deux entités. Le rapport affirme :

Il est dans l'intérêt de l'UE et du Royaume-Uni tout entier qu'un partenariat commercial et économique profondément intégré entre le Royaume-Uni et l'UE soit maintenu après notre sortie de l'UE. Notre nouveau partenariat doit viser à favoriser les échanges de biens et de services les plus libres possibles entre le Royaume-Uni et l'UE<sup>11</sup>.

On suggère que le Royaume-Uni devrait continuer à exercer une influence importante sur l'UE même après le Brexit. *Policy Exchange*, un *think tank* proche du parti conservateur, recommande que le Royaume-Uni « élabore sa vision de l'Union Européenne pour l'avenir, et favorise son développement »<sup>12</sup>. La Première ministre souhaite un Brexit qui exprime l'intérêt des Britanniques – qui soit « *red, white and blue* » d'après les couleurs du drapeau britannique<sup>13</sup>. C'est une préconisation peu réaliste : bien que le Royaume-Uni ait laissé son « empreinte idéologique »<sup>14</sup> sur l'UE telle qu'elle existe aujourd'hui<sup>15</sup>, il ne pourra plus espérer exercer son autorité une fois exclu de la table des négociations. Or, l'idée que les Britanniques peuvent « jouer un rôle prépondérant, voire dirigeant »<sup>16</sup> dans l'Europe en dit long sur les ambitions britanniques. Elle ne traduit rien de nouveau, mais s'inscrit plutôt dans le prolongement d'une longue tradition britannique, qui court de Churchill à Thatcher<sup>17</sup>. Mais ces ambitions ne s'arrêtent pas à l'Europe – tout comme leurs prédécesseurs, les conservateurs de Theresa May souhaitent que le Royaume-Uni occupe une place centrale dans les affaires internationales.

### *Le rêve de l'Anglosphere*

Le Brexit serait l'occasion de renforcer le rôle international du Royaume-Uni, notamment en faisant revivre la vision churchillienne de « l'association fraternelle des peuples anglophones »<sup>18</sup>. Pour

---

<sup>11</sup> « It is in the interests of the EU and all parts of the UK for the deeply integrated trade and economic relationship between the UK and EU to be maintained after our exit from the EU. Our new relationship should aim for the freest possible trade in goods and services between the UK and the EU ». HM Government, 2017, *ibid.*, p. 35.

<sup>12</sup> « develop a vision for what type of European Union it would most like to see in the future, and encourage its development ». John Bew and Gabriel Elefteriu, *Making Sense of British Foreign Policy After Brexit*, London, Policy Exchange, 2016, p. 3.

<sup>13</sup> Theresa May, discours du 6 décembre 2016, <<https://www.theguardian.com/politics/video/2016/dec/06/theresa-may-i-want-a-red-white-and-blue-brexite-video>>

<sup>14</sup> Pauline Schnapper, *Le Royaume-Uni doit-il sortir de l'Union européenne ?*, Paris, La documentation française, 2014, pp. 99-103.

<sup>15</sup> Notamment en jouant un rôle majeur dans les négociations précédant l'acte unique européenne de 1986 (dont le but était de mener à terme la réalisation du marché intérieur) et le traité de Lisbonne de 2007 (qui interdit toute pratique capable de « fausser le jeu de la concurrence » au sein de l'Union).

<sup>16</sup> Keith Dixon, *La mule de Troie : Blair, l'Europe et le nouvel ordre américain*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du croquant, 2003, p. 70.

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> « the fraternal association of the English-speaking peoples », Winston Churchill, discours à l'université Fulton, Missouri, le 5 mars 1946.

David Davis, le ministre chargé du Brexit, le Royaume-Uni doit s'efforcer de consolider les relations existantes avec les pays de l'*Anglosphere* avec lesquels le Royaume-Uni partagerait une même histoire, une même culture et une même langue<sup>19</sup>. L'*Anglosphere* comprendrait les États-Unis et certains pays du *Commonwealth* – notamment le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, les îles caraïbes anglophones et Singapour – dont les valeurs et les traditions seraient apparentées à celles du Royaume-Uni<sup>20</sup>. Il s'agit d'une association plus ou moins formelle pour faire prévaloir ces valeurs communes, à savoir la démocratie et la liberté (y compris le libre-échange). L'idée a été avancée avec ferveur dans les années 1990 lorsqu'elle a reçu le soutien d'éminents conservateurs, tels que Margaret Thatcher et David Davis<sup>21</sup>. Elle a notamment été formulée par l'historien conservateur Robert Conquest dans son livre de 2000, *Reflections on a Ravaged Century*.

L'*Anglosphere* constituerait une alternative positive à l'UE pour le Royaume-Uni. D'ailleurs, ce serait une alliance beaucoup plus naturelle. Boris Johnson considère la décision d'adhérer à la CEE en 1973 comme un acte de trahison à l'égard des pays du *Commonwealth* tels que l'Australie et la Nouvelle-Zélande<sup>22</sup>. Selon les partisans de ce schéma, le Royaume-Uni aurait beaucoup plus en commun avec ces nations qu'avec les pays européens : ils ont toujours été des alliés et ils partagent les mêmes traditions politiques fondées sur la notion de souveraineté parlementaire<sup>23</sup>.

L'idée a également l'avantage de permettre aux Britanniques de renforcer leur « relation spéciale » avec les États-Unis, tout en intégrant une association qui leur donnerait plus de poids face aux Américains – ils peuvent espérer compter sur le soutien des anciens dominions britanniques lors de négociations importantes. De plus, « libérés » de leur rôle de « pont » entre l'UE et les États-Unis, les Britanniques pourront recentrer leurs priorités sur la relation anglo-américaine afin de maintenir son influence<sup>24</sup>. Loin d'affaiblir cette « relation spéciale »<sup>25</sup>, un Brexit articulé autour de la conception d'une *Anglosphere* pourrait donc s'avérer une façon de la consolider. Le journaliste conservateur, James Delingpole, rédacteur-en-chef du très conservateur *Breitbart News Network* à Londres, considère que, suite au Brexit et l'élection de Trump, « les Allemands – et, avec eux, l'Union Européenne – ont été détrônés et deux grandes nations anglophones, la

---

<sup>19</sup> Voir Helen Baxendale et Ben Wellings, « Anglosphere cooperation given a surprise boost after Brexit vote », LSE Blog, 2016, <<http://blogs.lse.ac.uk/brexit/2016/07/26/after-the-brexit-vote-a-formalised-anglosphere-alliance-remains-unlikely/>>

<sup>20</sup> Ben Wellings and Helen Baxendale, « Euroscepticism and the Anglosphere: Traditions and Dilemmas in Contemporary English Nationalism », *Journal of Common Market Studies*, 2015, vol. 53, n°1, pp. 123-139.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 130.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 124.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 127.

<sup>24</sup> Bew and Elefteriu, *op. cit.*, p. 5.

<sup>25</sup> L'affaiblissement de la relation spéciale suite au Brexit semblait inéluctable lorsqu'Obama a conseillé les Britanniques de voter contre un Brexit, les avertissant qu'ils se retrouveraient « à la fin de la file d'attente » dans les grandes négociations commerciales avec les États-Unis, voir <<http://www.bbc.com/news/uk-36115138>>.

Grande-Bretagne et les États-Unis, ont repris le pouvoir»<sup>26</sup>. Pour lui, c'est une victoire de l'*Anglosphere* qui dominerait désormais les relations internationales.

### *Au-delà de l'Anglosphere ?*

Les ambitions britanniques ne se limitent pourtant pas à l'*Anglosphere*. Le rapport officiel sur le Brexit déclare : « En quittant l'UE nous aurons l'opportunité de conclure des accords de libre-échange avec des pays partout dans le monde »<sup>27</sup>. Les accords avec les pays de l'*Anglosphere* comme la Nouvelle-Zélande et les États-Unis sont déjà en voie de préparation mais, selon Liam Fox, le ministre en charge du Commerce International, des négociations ont déjà commencé avec des pays extérieurs à cette communauté, comme le Japon<sup>28</sup>. Les Britanniques cherchent également à attirer davantage d'investissements étrangers. La Chine est un partenaire particulièrement prisé. May a récemment réaffirmé l'engagement de son prédécesseur David Cameron de consolider ce qu'il a qualifié de « relation dorée » entre la Chine et le Royaume-Uni, notamment en attirant des capitaux chinois pour réaliser des projets de grande envergure, tels que la construction de logements dans le nord de l'Angleterre<sup>29</sup>.

Cette vision d'un Royaume-Uni post-Brexit ouvert sur le monde entier est certainement très positive. Le pays se tourne vers l'avenir pour s'inventer un rôle nouveau et assurer sa présence sur la scène internationale. Rien ne semble être plus éloigné de la vision nationaliste « étroite » prônée par les *Little Englanders*, ces Anglais à la mentalité insulaire et rétifs à l'engagement de leur pays avec le reste du monde. Pourtant, la vision internationaliste des conservateurs britanniques demeure profondément nationaliste, même si elle n'est pas du tout isolationniste. Elle marque d'ailleurs un certain retour vers le passé.

### **Retour vers le passé et impulsion nationaliste**

Dans sa tentative de restaurer le Royaume-Uni dans ses attributs de grande puissance mondiale, le gouvernement conservateur articule un nationalisme civique, ethnique et commercial.

---

<sup>26</sup> « The Germans – and with them, the European Union – have been knocked off their perch and the two great English-speaking nations, Britain and the US, are back in charge », James Delingpole, « Trump, May and the Return of the Anglosphere will make the World a Better Place », Breitbart News, 29 janvier 2017.

<sup>27</sup> « By leaving the EU we will have the opportunity to strike free trade agreements with countries around the world », HM Government, 2017, *op. cit.*, p. 51.

<sup>28</sup> Liam Fox, « Outside the EU, Britain can once again lead the way », *The Daily Telegraph*, 19 janvier 2017.

<sup>29</sup> Josh Halliday, « UK-China relations still 'golden', says PM, as investment talks open », *The Guardian*, 10 novembre 2016.

*Le nationalisme civique : promouvoir les valeurs anglaises*

C'est le nationalisme civique qui a été mis en avant par Theresa May lors de son discours sur le Brexit en janvier 2017. Elle s'était empressée de souligner les différences culturelles qui séparent le Royaume-Uni et l'UE<sup>30</sup>. Elle a notamment fait référence à la tradition politique de souveraineté parlementaire britannique ainsi qu'à une mentalité internationaliste qui séparerait les Britanniques de leurs voisins continentaux (tout en reconnaissant que le Royaume-Uni n'est pas le seul pays européen marqué par ces valeurs). Le Royaume-Uni ressemblerait davantage à certains pays du *Commonwealth* et de l'*Anglosphere* avec lesquels les Britanniques partagent l'histoire, la culture, la langue, les systèmes judiciaires apparentés et un fort engagement en faveur du libre-échange<sup>31</sup>. L'*Anglosphere* serait ainsi « l'expression de l'exceptionnalisme britannique »<sup>32</sup>.

Implicite dans ce discours est l'idée que ces valeurs sont supérieures à celles des autres nations. Dans son préambule au rapport officiel sur le Brexit, Theresa May a évoqué tout ce que son pays pouvait offrir au monde, pas l'inverse<sup>33</sup> ; discours qui fait écho à celui de Margaret Thatcher qui voulait étendre les valeurs de l'*Anglosphere* pour faire « avancer » d'autres pays dans le monde<sup>34</sup>. L'idée que les valeurs anglophones sont supérieures a été avancée de façon très crue par l'ultra-conservateur *Breitbart News* :

Les valeurs de certaines personnes sont supérieures à celles d'autres... les meilleures valeurs ne sont pas celles de l'Europe continentale (qui ont été entachées par des gens comme Napoléon et Bismarck ; et des philosophes comme Rousseau, Hegel et Foucault) mais celle de l'*Anglosphere*<sup>35</sup>.

Diffuser les « bonnes » valeurs politiques et culturelles rappelle la mission civilisatrice des colonisateurs<sup>36</sup>, ce qui ne devrait pas nous étonner puisque la notion même d'une *Anglosphere* est une vision arriérée qui plonge ses racines dans le XIX<sup>e</sup> siècle lorsque des impérialistes comme Cecil Rhodes prônaient l'unification de la « race anglo-saxonne », constituée du Royaume-Uni, des dominions et des États-Unis<sup>37</sup>.

---

<sup>30</sup> May, 2017, *op. cit.*

<sup>31</sup> David Davis, discours prononcé le 4 février 2016, <<http://www.conservativehome.com/platform/2016/02/david-davis-britain-would-be-better-off-out-of-the-eu-and-heres-why.html>>.

<sup>32</sup> « a monument to British exceptionalism », Wellings et Baxendale, 2015, *op. cit.*, p. 130.

<sup>33</sup> HM Government, 2017, *op. cit.*

<sup>34</sup> Voir Duncan Bell, « The Anglosphere : New enthusiasm for an old dream », *Prospect Magazine*, 19 janvier 2017.

<sup>35</sup> « some people's values are better than other people's values; and that the best values of all are those not of Continental Europe (which have been tainted by the likes of Napoleon and Bismarck; and philosophers like Rousseau, Hegel and Foucault) but those of the Anglosphere », Delingpole, *op. cit.*, 2017.

<sup>36</sup> Bell, *op. cit.*

<sup>37</sup> *Ibid.*



Il est à noter que les valeurs associées à une *global Britain* sont essentiellement les valeurs anglaises. Il serait donc anachronique de considérer que l'Écosse accepterait de bon gré de faire partie du nouveau projet de construction d'une *global Britain* comme à l'époque de la construction de l'Empire britannique. Aujourd'hui, le nationalisme écossais s'identifie plus à la souveraineté populaire qu'à la souveraineté d'un Parlement britannique qui n'est plus du tout représentatif des intérêts écossais, comme en témoigne manifestement le refus du gouvernement de May de prendre en compte le vote majoritaire écossais contre le Brexit. Par ailleurs, le nationalisme civique écossais rejette le nationalisme ethnique implicite dans le projet du gouvernement britannique de reprendre le contrôle des frontières.

*Le nationalisme ethnique : un pays ouvert sur le monde avec des frontières renforcées*

Le nationalisme ethnique n'est pas du tout mis en avant par le gouvernement de Theresa May. On l'associe plutôt avec le *United Kingdom Independence Party* (UKIP) qui a étroitement lié la question de la souveraineté britannique à celle de l'immigration dans sa campagne en faveur du Brexit, notamment dans sa tristement célèbre affiche publicitaire présentant une longue file de migrants avec la légende « L'Europe nous a tous fait échouer. Nous devons nous libérer de l'Europe et reprendre nos frontières ». L'ancien Premier ministre David Cameron a critiqué Nigel Farage, leader de l'UKIP à l'époque, pour son irresponsabilité, tandis que son successeur a vanté les mérites de l'immigration et la diversité raciale du Royaume-Uni. De prime abord, la vision d'une *global Britain* ouvert sur le monde colle très bien avec celle d'un pays multiculturel, tout comme avec celle de l'*Anglosphere*. En effet, suite à l'effondrement de l'Empire et la création du *Commonwealth*, les pays anglophones se sont positionnés explicitement contre le nationalisme ethnique, tel qu'il s'est manifesté dans le régime d'apartheid en Afrique du sud<sup>38</sup>.

Cependant, en dépit des valeurs affichées de l'*Anglosphere*, cette communauté anglophone implique une certaine homogénéité ethnique en raison de l'exclusion des pays « non-blancs » ne parlant pas la langue anglaise. Par ailleurs, il existe une contradiction flagrante entre la conception d'un Royaume-Uni multiculturel et ouvert sur le monde et l'engagement du gouvernement actuel à limiter les flux migratoires<sup>39</sup>. Le gouvernement conservateur souhaite promouvoir le libre-échange mais rejette le principe de libre circulation des personnes. Dans les négociations entre le Royaume-Uni et ses partenaires européens précédant le référendum de juin dernier, David Cameron a réussi à négocier une clause de sauvegarde de sept ans sur certaines aides sociales pour les nouveaux

---

<sup>38</sup> Srdjan Vucetic, *The Anglosphere : A genealogy of a racialized identity in international relations*, Stanford, Stanford University Press, 2011, p. 109.

<sup>39</sup> HM Government, 2017, *op. cit.*

migrants bien qu'il n'ait pas réussi pour autant à remettre en question cette liberté essentielle inscrite dans les traités européens. Suite au Brexit, les Britanniques ne seront plus tenus de respecter ce principe. En effet, le rapport officiel sur le Brexit souligne la nécessité de contrôler les flux migratoires<sup>40</sup>.

### *Le nationalisme commercial : la face cachée du néolibéralisme*

Derrière le projet internationaliste du Royaume-Uni se trouve encore une autre forme de nationalisme – le nationalisme commercial. Il est souvent mal interprété et confondu avec le protectionnisme économique. En effet, le vote pour le Brexit est souvent considéré comme un vote en faveur du protectionnisme<sup>41</sup> et des voix s'élèvent pour que le gouvernement adopte des mesures qui favoriseraient l'industrie britannique<sup>42</sup>. Mais la résistance à ces revendications reste vigoureuse, Theresa May prônant le libre-échange comme une valeur à exporter à travers le monde ; et c'est précisément une des valeurs susceptible de cimenter l'alliance de la communauté anglophone, ouvrant une nouvelle ère de coopération géopolitique libérale<sup>43</sup>.

Néanmoins, bien que la politique économique actuelle ne soit pas protectionniste, cela ne signifie pas pour autant qu'elle ne soit pas nationaliste. En effet, le nationalisme commercial a toujours été entièrement compatible avec le libéralisme : il ne se définit pas par des politiques spécifiques mais plutôt par le désir de renforcer l'identité nationale, la prospérité de la nation et/ou la puissance de l'État-nation<sup>44</sup>. Au XIX<sup>e</sup> siècle émergeait le « nationalisme économique libéral » dont le but principal était de permettre au Royaume-Uni de maintenir sa supériorité économique – telle était la justification du Premier ministre Robert Peel pour l'abrogation des lois sur le blé en 1846<sup>45</sup>. De même, le système monétaire de l'étalon-or, souvent considéré comme une politique phare du libéralisme économique en raison de son indépendance des manœuvres gouvernementales<sup>46</sup>, était une politique nationaliste, capable de renforcer le prestige national<sup>47</sup>. Aujourd'hui, les néolibéraux continuent à promouvoir les politiques libérales au motif qu'elles sont

---

<sup>40</sup> *Ibidem*.

<sup>41</sup> Voir George Osborne, *The Andrew Marr Show*, BBC, 18 décembre 2016.

<sup>42</sup> Anthony Faiola, « There's a movement in Britain to build a post-Brexit trade wall », *Washington Post*, 29 août 2016.

<sup>43</sup> Michael Kenny and Nick Pearce, « The rise of the Anglosphere : How the right dreamed up a new conservative world order », *The New Statesman*, 10 février 2015.

<sup>44</sup> Eric Helleiner, « Economic Nationalism as a Challenge to Economic Liberalism ? Lessons from the 19<sup>th</sup> Century », *International Studies Quarterly*, 2002, vol. 46, p. 320.

<sup>45</sup> *Ibidem*.

<sup>46</sup> Ludwig von Mises, *On the Manipulation of Money and Credit: Three Treatises on Trade-Cycle Theory*, in Percy L. Greaves (ed.) von Mises, *The Causes of the Economic Crisis: And other essays before and after the Great Depression*, Alabama, Ludwig von Mises Institute, 2006, p. 94.

<sup>47</sup> Helleiner, *op. cit.*, p. 321.

bénéfiques pour l'État-nation<sup>48</sup>. Ainsi, ils adoptent un discours internationaliste pour promouvoir la mondialisation économique mais développent un discours nationaliste pour résister à la mondialisation politique, considérée comme une entrave au libre-échange et au pouvoir de l'État-nation<sup>49</sup>. Cette position explique, par exemple, le rejet de toute politique visant à harmoniser les régimes fiscaux, ainsi que le rejet d'une organisation supranationale comme l'UE.

Theresa May tient très clairement un discours qui est à la fois nationaliste et internationaliste :

Le libéralisme et la mondialisation ont créé un niveau de richesse et d'opportunité sans précédent. Ils ont permis de sortir de la pauvreté des millions de gens à travers le monde. Ils ont rapproché les nations, brisé les obstacles et amélioré le niveau de vie et le choix des consommateurs. Et ils soutiennent le système international fondé sur les règles qui est la clef de la prospérité et de la sécurité mondiale et qu'il faut protéger et renforcer.

Cependant, nous ne pourrions pas nier – comme vous le savez – que la mondialisation a connu des inconvénients ces dernières années, et que – dans notre zèle et notre enthousiasme pour promouvoir ce programme comme la réponse à nos problèmes – nous avons parfois négligé l'impact sur nos propres populations qui voient ces forces autrement, [qui] voient leurs emplois délocalisés et leurs salaires abaissés, [...] [qui] voient l'émergence d'une élite mondiale qui donne parfois l'impression d'appliquer des règles du jeu différentes et dont l'existence est éloignée de leur vie quotidienne.

Alors, si nous devons continuer à établir le bien-fondé des arguments en faveur du libéralisme et de la mondialisation, parce qu'il le faut, nous devons également nous confronter et répondre à ces inquiétudes. [...] Cela explique pourquoi au Royaume-Uni nous développons une nouvelle stratégie industrielle qui visera à faire en sorte que la population active dans chaque coin du pays pourra réellement bénéficier des opportunités apportées par le commerce. [...] Il faut que chaque nation – qu'elle soit développée ou en voie de développement – répartisse équitablement les bénéfices du commerce. Ce ne sera pas seulement dans leur intérêt, cela favorisera notre prospérité aussi. Et ce sera fondamental pour maintenir le soutien mondial pour le libre-échange et les marchés ouverts auxquels nous croyons<sup>50</sup>.

---

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 323.

<sup>49</sup> Adam Harmes, « The rise of neoliberal nationalism », *Review of International Political Economy*, 2012, vol. 19, n°1, pp. 59-86.

<sup>50</sup> « Liberalism and globalisation have delivered unprecedented levels of wealth and opportunity. They have lifted millions out of poverty around the world. They have brought nations closer together, broken down barriers and improved standards of living and consumer choice. And they underpin the rules-based international system that is key to global prosperity and security and which I am clear we must protect and seek to strengthen.

But we can't deny – as I know you recognise – that there have been downsides to globalisation in recent years, and that – in our zeal and enthusiasm to promote this agenda as the answer to all our ills – we have on occasion overlooked the impact on those closer to home who see these forces in a different light, [who] see their jobs being outsourced and wages undercut, [...] [who] see the emergence of a new global elite who sometimes seem to play by a different set of rules and whose lives are far removed from their everyday existence.

So if we are to continue to make the case for liberalism and globalisation, as we must, we have also to face up to and respond to these concerns. [...] That is why in Britain we are developing a new industrial strategy that will seek to ensure working people in every part of the country can really benefit from the opportunities that trade brings [...] We need every nation – developed and developing – to ensure that the benefits of trade are fairly shared. This will not just be good for them; it will enhance our own prosperity too. And it will be fundamental in maintaining global support

May a ainsi réaffirmé la position internationaliste selon laquelle la mondialisation est positive pour l'humanité, tout en s'engageant à faire en sorte que la nation britannique en retire des bénéfices. Elle semble avoir bien compris que le vote en faveur du Brexit traduisait une révolte contre la mondialisation et ses élites, reconnaissant que le Brexit donnait au gouvernement un mandat clair pour élaborer une politique économique dans l'intérêt de l'État-nation : elle énonce ainsi un programme qui ne cherche aucunement à limiter la mondialisation et le libre-échange mais à démontrer aux Britanniques – surtout les plus marginalisés – comment ces forces peuvent fonctionner dans l'intérêt national. Pour Liz Fekete, il n'est donc pas du tout paradoxal que le nationalisme et le néolibéralisme se confondent aujourd'hui – le nationalisme devient un moyen très efficace pour promouvoir le libéralisme comme une force de progrès et ainsi dissimuler sa responsabilité dans l'insécurité économique<sup>51</sup>.

### **Conclusion : L'échec du libéralisme nationaliste**

La vision internationaliste d'une *global Britain* ouverte sur le monde peut donc se comprendre essentiellement comme une politique qui vise à restaurer la puissance du Royaume-Uni, *to Make Britain Great Again* (même si le gouvernement britannique n'a jamais osé reprendre le slogan de la campagne électorale de Donald Trump – *Make American Great Again*). En dépit de son refus d'une position isolationniste et protectionniste, le gouvernement de Theresa May se révèle profondément nationaliste, en incitant les Britanniques à assumer un rôle dirigeant dans le nouvel ordre mondial et en imposant ses valeurs – notamment le libre-échange – aux autres nations. Par une telle approche, le gouvernement britannique s'évertue à canaliser les sentiments nationalistes populaires en faisant miroiter un retour vers un passé glorieux et en s'engageant pour que les politiques libérales bénéficient au peuple britannique. Pourtant, il n'ambitionne pas de s'attaquer aux causes des griefs populaires qui alimentent le nationalisme puisque qu'il ne remet aucunement en question un projet économique qui provoque austérité et dépression des salaires. Bien que le gouvernement ait pris acte des doléances contre la mondialisation néolibérale, il la considère toujours comme le remède, jamais comme le problème.

Par ailleurs, malgré le discours de modernité et de renouveau de la politique internationale, la vision internationaliste du gouvernement actuel se base en réalité sur une conception impérialiste dépassée des relations internationales selon laquelle le Royaume-Uni serait un leader d'envergure

---

for the free trade and open markets that we believe in. », Theresa May, discours prononcé au banquet du lord-maire à l'intention des banquiers et des marchands de la City de Londres, 14 novembre 2016, <<https://www.gov.uk/government/speeches/pm-speech-to-the-lord-mayors-banquet-14-november-2016>>.

<sup>51</sup> Liz Fekete, « Flying the flag for neoliberalism », *Race & Class*, 2016, Vol. 58, n°3, pp. 3-22.

mondiale en position de force. Il ne pourra pas être réellement internationaliste tant qu'il adoptera une approche intéressée et verticale des relations internationales. Ainsi, loin d'être une force bienfaisante sur la scène internationale, le gouvernement pourrait attiser les flammes du nationalisme non seulement en Angleterre mais ailleurs dans le monde.

**Résumé :**

*Le vote britannique en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne du 23 juin 2016 était le signe d'une montée du sentiment nationaliste outre-manche, du moins en Angleterre. Le gouvernement de Theresa May semble avoir refusé ce nationalisme en élaborant un projet internationaliste pour son pays, fondé sur les valeurs libérales. Or, en cherchant à restaurer la grandeur du Royaume-Uni, il a favorisé le nationalisme civique, ethnique et commercial qui s'apparente à une conception impérialiste dépassée des relations internationales. Loin de calmer les sentiments nationalistes, cette approche libérale nationaliste risque de les attiser.*